



la lettre d'information d' Anne Sander

Députée européenne
Questeuse au Parlement européen

novembre 2023

Le 7 octobre 2023 marque un tournant dans le conflit israélo-palestinien vieux de plus de 70 ans. **Je condamne fermement la barbarie, les meurtres, la violence et la cruauté des actes commis par le Hamas et je rappelle que près de 240 personnes ont été prises en otages.**

L'Union européenne entretient des relations avec les deux parties et s'est **engagée depuis longtemps pour un processus de paix, qui prône une solution à deux États.**

L'Europe est le premier partenaire commercial d'Israël, avec plus d'un tiers des importations israéliennes qui proviennent des Vingt-Sept. Depuis juin 2000, les relations avec Israël reposent sur un accord d'association, qui comprend des accords de libre-échange dans de nombreux domaines, dont les secteurs industriel et agricole. En Palestine, l'Europe est le premier donateur mondial d'aide au développement.

Dans leurs premières réactions suite à l'attaque sanglante du mouvement islamiste Hamas, tuant 1400 personnes en Israël et causant la mort de 40 de nos compatriotes, les États membres de l'Union européenne ont eu du mal à s'accorder.

Le 19 octobre dernier, par le vote d'une résolution, le Parlement européen a ouvert la voie à une position commune, reprise par les 27 États membres.

Outre demander la libération immédiate et inconditionnelle des otages, ce texte condamne les attaques du Hamas contre Israël et encourage le respect du droit humanitaire à Gaza, à travers une « pause humanitaire » mais sans mentionner un « cessez-le-feu ». Cette position a trouvé écho auprès du Conseil et a été reprise par les ministres des Affaires étrangères.

Avec l'aggravation des relations israélo-palestiniennes, **s'installe aussi la crainte que le conflit ne s'exporte à travers le monde et ne déstabilise les démocraties.** Croix gammées, injures, agressions, toute l'Europe

est confrontée à une montée d'actes antisémites. En France, qui compte la plus grande communauté juive d'Europe, plus de 1000 actes dirigés contre la communauté juive ont été enregistrés depuis début octobre. En Autriche, ils ont bondi de 300%, en Allemagne de 240% et au Royaume-Uni de 690%.

Comme nous l'avons rappelé lors de la marche du 12 novembre dernier, à Paris, à Strasbourg et partout en France, la nation toute entière doit montrer sa solidarité, son attachement à la défense des libertés et la lutte contre toutes formes de racisme, et notamment l'antisémitisme. Plus que jamais, l'éducation et le devoir de mémoire ont un rôle déterminant à jouer pour promouvoir le respect des droits de l'homme.

Anne Sander

sommaire

en commissions
parlementaires
pages 2-5

au Parlement européen
pages 6-7

en plénière
pages 8-10

en circonscription
pages 11-15



Renouvellement des générations dans les fermes européennes

UNE URGENCE ABSOLUE

En France, près de 45 % des agriculteurs ont plus de 55 ans et partiront à la retraite d'ici à 2030. **Pour préserver le dynamisme économique dont sont à l'origine les exploitations agricoles et pour garantir le rôle de l'agriculture dans le domaine de la sécurité alimentaire, il est primordial d'encourager de**

jeunes agriculteurs à s'installer.

Je me réjouis que la plénière du Parlement européen a voté, le 19 octobre à Strasbourg, en faveur du texte sur le renouvellement des générations dans les fermes européennes, pour lequel j'étais rapporteure pour mon groupe politique, le PPE. Dans sa version finale, nombre de mes propositions ont été retenues :

- assurer un revenu décent,
- faciliter l'accès au foncier pour les jeunes,
- garantir des conditions de concurrence équitable et loyale,
- favoriser la réduction des coûts et des charges,

- développer des guichets uniques pour les démarches administratives,
- encourager le droit à l'essai et l'accès aux services techniques et à la formation.

Notre sécurité alimentaire, tout comme la pérennité d'une production européenne de qualité sont en jeu. Nous devons agir pour mieux accompagner les plus jeunes et leur donner des opportunités pour l'avenir !

> Cliquez ici et retrouvez mon intervention en plénière lors du vote

European Farmers' Deal

QUELLE VISION DU PPE POUR L'AGRICULTURE EN EUROPE ?

Notre groupe politique, le Parti Populaire Européen - PPE, a réuni le 19 septembre 2023, plus de 800 agriculteurs et experts de l'agriculture au Parlement européen pour discuter de l'avenir de l'agriculture lors d'une grande conférence. J'étais ravie de pouvoir accueillir mon collègue, Julien Dive, Député de l'Aisne et Vice-président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale comme invité d'honneur. **L'occasion nous a été donnée de débattre des enjeux du climat et de la sécurité alimentaire en Europe,** mais



surtout de défendre les priorités françaises, en insistant sur :

- les moyens financiers et matériels pour encourager l'innovation et la recherche afin d'anticiper les conséquences du réchauffement climatique,

- l'importance de faire de l'eau, une grande cause européenne,
- l'urgence de **faciliter la transmission des exploitations et l'installation de jeunes exploitants.**

Productivité agricole et transition climatique

LE RÔLE CLEF DES SEMENCIERS

Le 7 novembre dernier, je répondais à l'invitation de l'Union Française des Semenciers pour dresser le bilan de 10 ans de politiques européennes mais aussi pour rappeler que ce secteur d'activité est en première ligne pour répondre aux enjeux de sécurité

Indications géographiques agricoles et viticoles

VERS D'AVANTAGE DE PROTECTION DE NOS SAVOIR-FAIRE

La Choucroute d'Alsace, le Camembert de Normandie, le Jambon de Bayonne... toutes ces indications d'origine sont l'âme de nos territoires et l'expression de la valorisation de nos savoir-faire, souvent très anciens. Elles font briller nos terroirs partout en Europe et à travers le monde, avec une valeur totale d'exportation estimée à 75 milliards d'euros par an. En France, ce sont près de 750 appellations, et plus de 3 000 en Europe, qui sont

alimentaire et de transition climatique de l'agriculture française et européenne. De nombreuses transitions ont été effectuées par le monde agricole, à la tête desquelles les transitions environnementale et numérique. **Mais le secteur a besoin des nouvelles**

reconnues ; valorisant une agriculture ancestrale et un outil économique majeur pour les zones rurales. Le 24 octobre 2023, après plus d'un an et demi de négociations, les États membres et le Parlement européen sont enfin parvenus à un accord pour une réforme des indications géographiques. **En tant que rapporteure pour le PPE, je me suis fortement impliquée pour contrecarrer les propositions de la Commission européenne** qui souhaitait initialement déléguer l'examen de la conformité du cahier des charges de ces IG à l'Agence de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle. Ce changement, en apparence administratif, constitue à mon sens une erreur, car il revient à les considérer comme des marques, reproductibles à l'envie, déconnectées de tout lien avec

techniques génomiques et aussi d'investissements dans la recherche pour progresser encore. C'est ce que je défends en commission de l'Agriculture et du Développement rural au Parlement européen.

leur territoire d'origine. Grâce à la mobilisation au sein du Parlement européen, nous avons évité ce transfert et renforcé le système actuel, qui a fait ses preuves depuis de longues années. **Je me réjouis du renforcement de la protection des indications géographiques que nous avons obtenu,** notamment sur Internet ou encore lorsqu'elles sont utilisées en tant qu'ingrédients dans d'autres produits. **Les spécificités des indications géographiques viticoles sont également consacrées et garanties à travers cette réforme, ce pour quoi je me suis fortement impliquée.** Ce nouveau texte est synonyme de davantage de protection pour nos savoir-faire et les produits phares de nos terroirs sous appellation. Maintenant, il faudra veiller au respect des dispositions actées.



Nouveau « Plan Loup » de la Commission européenne

IL FAUT DÉFINITIVEMENT RÉVISER LE STATUT DE PROTECTION DU LOUP

Les populations de loups ont prospéré en Europe et avec elles leur aire de répartition, qui a augmenté de plus de 25% en 10 ans. Les interactions avec l'Homme s'en trouvent elles aussi forcément impactées, de même que la pression de la prédation croissante que subissent pleinement les élevages européens. **En France, nous assistons à une hausse de près de 16% des attaques de troupeaux sur la dernière année ; en 10 ans, ce nombre a doublé.** Depuis de nombreuses années, je fais partie de ceux qui au Parlement européen demandent un moratoire sur le loup en Europe en vue de son déclassement de la Directive Habitat. Si elle a été un succès pour permettre aux populations de loups de se pérenniser ; elle a malheureusement été un terrible échec quant à la gestion des conséquences pour le



monde de l'élevage. Aujourd'hui, le statu quo est dévastateur pour les zones de montagne et les éleveurs, tant du point de vue économique que moral. Il grève également les fonds de la Politique Agricole Commune qui pourraient être employés de manière plus efficace au profit des agriculteurs. La Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a remis le dossier sur le devant de la scène en septembre dernier, en lançant une nouvelle étude.

Côté français, les propositions sur la table ne vont pas assez loin et le « Plan loup » annoncé le 14 septembre est une nouvelle occasion manquée de protéger les éleveurs. Réguler davantage cette espèce est devenue une nécessité, c'est pourquoi j'en appelle à la France, afin qu'elle demande définitivement le déclassement du loup de la Directive habitat. Il permettrait **une meilleure gestion des populations et une réduction de sa prédation sur nos élevages.**

Commerce international dans les filières de la viande

L'IMPORTANCE DES MESURES MIROIRS

L'Association Nationale Interprofessionnelle du Bétail et des Viandes - Interbev s'est réunie à Paris le 31 octobre dernier pour travailler sur les enjeux européens majeurs que sont les mesures miroirs et la cohérence des politiques environnementales européennes avec les règles du commerce international. Aujourd'hui, **les acteurs des filières de la viande sont soumis à une concurrence déloyale à laquelle il faut urgemment mettre fin. Il faut sans attendre imposer que les produits agricoles qui entrent**



dans l'Union européenne respectent les normes que nous imposons à nos propres agriculteurs. C'est dans ce

sens que je milite au sein de la commission de l'Agriculture pour éviter d'importer l'agriculture dont nous ne voulons pas.

Stratégie européenne en matière de protéines

ACCROÎTRE LA PRODUCTION EUROPÉENNE ET RÉDUIRE NOTRE DÉPENDANCE

30 % des protéines végétales, principalement utilisées pour l'alimentation animale, sont produites sur le continent européen. Pour le reste, l'Europe

est dépendante de pays tiers comme le Brésil, les États-Unis ou l'Argentine n'ayant pas nos critères environnementaux. Aujourd'hui, la demande au niveau mondial en matière de protéines ne cesse d'augmenter. En session plénière d'octobre du Parlement européen à Strasbourg, j'ai voté pour le rapport en faveur d'une stratégie européenne en matière de protéines. Par ce texte, le Parlement demande à la Commission de présenter

d'urgence une stratégie européenne pour accroître considérablement la production de protéines en Europe ; stratégie qui devra assurer un cadre favorable pour développer des variétés nouvelles. Je souhaite qu'elle assure aux agriculteurs un horizon économique favorable avec des opportunités supplémentaires, qui permettront d'innover et cultiver ce dont l'Europe a besoin.

European Wine Day

RELEVER LES DÉFIS DE LA FILIÈRE VITICOLE

Le 27 octobre dernier, en tant que membre de la commission de l'Agriculture du Parlement européen, j'ai participé à une table-ronde à l'occasion de la première édition du European Wine Day à Toulouse, pour parler de la viticulture et des défis que la filière rencontre. Au Parlement Européen, les enjeux environnementaux et sociétaux sont au cœur de nos discussions, mais j'ai rappelé que les opportunités économiques doivent aussi être soulignées et surtout prises en compte dans nos travaux. Plusieurs textes sont actuellement sur la table, comme le règlement SUR, relatif à l'utilisation durable des pesticides, ou la loi sur la restauration de la nature ; deux sujets qui font peser des risques majeurs sur la vigne. Mais d'autres projets législatifs sont sources d'optimisme, comme l'accord sur les indications géographiques ou encore le développement des nouvelles techniques génomiques.



EUROPEAN WINE DAY

Au Parlement
européen



Sécurité, migrations et compétitivité de nos entreprises européennes

RÉPONSES DU PPE AUX
GRANDS ENJEUX EUROPÉENS

Notre groupe politique, le Parti Populaire Européen, s'est réuni à Split en Croatie, le 27 septembre 2023, pour évoquer les grands enjeux européens, notamment à l'aune des élections européennes à venir de juin 2024. **Sécurité, migrations et compétitivité de nos entreprises européennes**, autant de sujets

auxquels il faudra apporter des réponses concrètes. J'ai été heureuse d'y retrouver mon ancien collègue parlementaire, aujourd'hui premier ministre de Croatie, Andrej Plenković ainsi que Joseph Daul, Président d'honneur du PPE.



Coopération européenne entre les forces de gendarmerie

RENFORCER NOTRE SÉCURITÉ
INTÉRIEURE

Le 21 septembre 2023, j'étais invitée à participer au Parlement Européen à Strasbourg au sommet « Initiative G4 » réunissant les forces de gendarmerie françaises, espagnoles, italiennes et portugaises. Au menu des discussions : **intelligence artificielle, cybersécurité et sécurité environnementale**, autant de domaines où la coopération entre nos pays est essentielle pour renforcer notre sécurité intérieure en Europe.

Journées parlementaires du groupe Les Républicains du Sénat

ACCUEIL AU PARLEMENT EUROPÉEN À STRASBOURG

Le 19 octobre dernier, le groupe Les Républicains du Sénat a tenu ses journées parlementaires au Parlement Européen à Strasbourg autour de Gérard Larcher, Président du Sénat et Bruno Retailleau, Président du Groupe au Sénat. Je remercie et félicite mes collègues de ce symbole. J'étais ravie de les accueillir avec Roberta Metsola,

Présidente du Parlement européen, Manfred Weber, Président du PPE et François-Xavier Bellamy, Président de la délégation française du PPE pour des échanges fructueux sur la place de la France dans l'Europe et au sein de notre institution. Une meilleure coopération entre nos deux institutions est plus que nécessaire.



Intronisation DANS LA CONFRÉRIE DU DEVOIR D'ALSACE-LORRAINE DES COMPAGNONS DU BEAUJOLAIS

C'est dans ce magnifique cadre du Parlement Européen à Strasbourg que j'ai eu le plaisir d'être officiellement intronisée, le 12 septembre 2023, dans la Confrérie du Devoir d'Alsace-

Lorraine des Compagnons du Beaujolais. Merci à Jacques Fleck et aux compagnons de cet honneur qui m'a été fait !



En plénière

Protection civile en Europe

JE DEMANDE LA CRÉATION D'UN STATUT DU VOLONTAIRE EUROPÉEN

Les pompiers sont la colonne vertébrale de la protection civile en Europe et répondent présents à chaque catastrophe. Pour sécuriser encore davantage leurs interventions et répondre aux difficultés de recrutement, j'ai demandé à la Commission européenne, lors du débat en plénière à Strasbourg, le 14 septembre dernier, d'avancer concrètement sur la création d'un passeport européen des

compétences et d'un statut du volontaire européen.

C'est avec un dévouement sans relâche que les soldats du feu assurent la sécurité des Européens. Ils ont été au rendez-vous, cet été encore, volontaires comme professionnels, partout en Europe, pour lutter contre les feux de forêt massifs qui ont ravagé l'Espagne ou encore lorsque les inondations détruisaient des régions entières en Grèce et en Italie.

Leur engagement est sans faille, et pourtant entre 2021 et 2022, les effectifs de pompiers ont été réduits en Europe. La France, par exemple, a perdu 5 500 combattants du feu en une seule année. Dans certains

pays, on assiste à une véritable crise du volontariat. Alors que l'arrêt Matzak fait peser un risque sur le modèle de sécurité civile français, basé sur le volontariat, j'ai demandé à la Commission de **tout mettre en oeuvre pour préserver et renforcer cet engagement volontaire en Europe ; notamment en créant un statut du volontaire européen. Il pourrait initier des vocations tout en offrant une meilleure sécurité juridique à nos soldats du feu**, à qui nous devons tant.

> Cliquez ici et retrouvez mon intervention

Législation européenne sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances

UNE DÉROGATION POUR LES HUILES ESSENTIELLES DE LAVANDE

En octobre 2023, le Parlement a adopté en plénière sa position sur l'étiquetage de certaines substances, notamment chimiques. Ce texte vise à améliorer l'information des consommateurs et des opérateurs économiques sur les risques de certaines substances pour la santé et l'environnement.

Dans ce cadre, j'ai demandé, avec mes collègues du PPE, une dérogation pour les substances naturelles, particulièrement les huiles essentielles. Issues de productions biologiques de haute qualité, elles sont connues depuis longtemps pour leurs vertus thérapeutiques et contribuent au rayonnement économique et culturel de nos régions. C'est le cas, par exemple, pour la lavande. Je me réjouis qu'une dérogation de quatre ans ait été obtenue, dérogation qui pourra être prolongée après une évaluation par la Commission européenne. Je suivrai de près l'évolution des discussions avec le Conseil et la Commission, qui vont se poursuivre dans les semaines à venir.



Relations UE-Suisse

RESSERRER LES LIENS AVEC NOS VOISINS HELVÈTES

Lors de la plénière d'octobre, le Parlement a adopté un rapport sur les relations entre l'Union européenne et la Suisse, permettant de resserrer les liens avec nos voisins helvètes ; je m'en réjouis. Ce texte revient

sur de nombreuses questions économiques, civiles et de défense et met notamment l'accent sur la mise en œuvre d'accords sur le travail et la nécessité de renforcer la libre circulation des travailleurs frontaliers. Ce point est particulièrement essentiel, puisqu'en 2022, plus de 200 000 frontaliers français travaillaient en Suisse. L'objectif à terme de l'Union européenne est de trouver un accord ambitieux qui

puisse non seulement profiter aux relations commerciales, mais aussi faciliter la vie quotidienne des travailleurs, habitants et acteurs économiques dans les régions frontalières avec la Suisse.

Je regrette cependant qu'il ne soit pas possible pour la Suisse de rejoindre le mécanisme européen de protection civile, un enjeu majeur pour notre région.

Protection des travailleurs contre l'amiante

ADOPTION D'UNE NOUVELLE DIRECTIVE EUROPÉENNE

L'amiante est une cause importante de cancers en Europe et menace particulièrement les travailleurs du bâtiment. En plénière du Parlement européen d'octobre, j'ai voté pour la directive concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante. L'objectif de ce texte est de prévoir une valeur limite d'exposition à l'amiante mais également de garantir une meilleure protection pour les services d'urgence et un soutien administratif et financier aux PME qui devront mettre en œuvre les nouvelles dispositions. Ces règles viennent consolider celles déjà existantes en France.





Obstacles juridiques et administratifs dans un contexte transfrontalier

ADOPTION D'UN MÉCANISME DE PROCÉDURES ADAPTÉES

Les régions frontalières représentent plus de 40 % du territoire de l'Union européenne, 150 millions de personnes

y vivent. La France est tout particulièrement concernée, comptant 3 000 kilomètres de frontières en métropole et 400 000 travailleurs frontaliers. Les travailleurs frontaliers, les entreprises, les collectivités sont encore confrontés aujourd'hui à des blocages liés aux différents systèmes juridiques des États et à des lacunes dans la coordination en matière de fiscalité et de sécurité sociale. Je me réjouis, que lors de la plénière du 14 septembre dernier, le Parlement ait voté **en faveur d'un mécanisme transfrontalier,**

assorti de procédures adaptées, auxquelles les États membres pourraient recourir **pour remédier aux obstacles à la mise en œuvre d'un projet commun dans un cadre transfrontalier.** Nous avons insisté sur l'importance de ne porter préjudice ni aux coopérations bilatérales existantes ni aux prérogatives nationales. **En tant que Députée européenne alsacienne j'ai notamment défendu au moyen d'amendements une meilleure implication des citoyens et des autorités locales et régionales.**



Protection des indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels

ENFIN MIEUX PROTÉGER DES CONTREFAÇONS

Lors de la plénière du Parlement européen de septembre, j'ai voté **en faveur de la proposition de règlement sur la protection des indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels.** Grâce à ce texte, ces produits pourront recevoir une protection à l'échelle de l'Union européenne pour leurs

indications géographiques, et ce, au même titre que les produits alimentaires. Cette nouvelle protection permettra une meilleure information des consommateurs et surtout **de lutter efficacement contre les contrefaçons, qui aujourd'hui représentent une véritable menace économique.** Enfin et surtout, elle contribuera à la mise en valeur des savoir-faire, des métiers et du patrimoine local en Europe, **comme la poterie d'Alsace ou le verre de Murano ; autant de productions qui font la richesse des territoires à travers toute l'Europe.** Je me réjouis de cette issue positive pour laquelle je me suis fortement engagée, notamment auprès des producteurs locaux.



10 novembre 2023 - Accueil de la Première Ministre Elisabeth Borne, au Parlement européen dans le cadre des Assises des Départements de France



9 novembre 2023 - Accueil de l'école de Ohlungen au Parlement européen à Bruxelles



29 octobre 2023 - Foire Simon et Jude à Habsheim



26 octobre 2023 - Rencontre avec les éleveurs au salon Agrimax à Metz



18 octobre 2023 - Accueil du Conseil municipal de Drusenheim



18 octobre 2023 - Accueil des Lions Club jumelés de Saverne et Mühlacker



18 octobre 2023 - Assemblée générale des femmes maires du Bas-Rhin à Weyersheim



17 octobre 2023 - Accueil du Conseil municipal de Lutzelhouse



15 octobre 2023 - Première édition de la Wantzenauvienne dans le cadre d'octobre rose



15 octobre 2023 - 5 km de Drusenheim, au profit de l'Association ARAME



11 octobre 2023 - Inauguration du projet transfrontalier de la promenade du Rhin à Seltz, soutenu par les financements européens



7 octobre 2023 - Inauguration de l'exposition annuelle de fruits, fleurs et légumes de l'Association des Amis des Jardins de Drusenheim



6 octobre 2023 - Sommet de l'élevage à Clermont-Ferrand



5 octobre 2023 - Accueil de l'Association des quatre ordres républicains d'Alsace



5 octobre 2023 - Accueil de l'Association des femmes d'Alsace



4 octobre 2023 - Accueil des anciennes Femmes Maires du Bas-Rhin



3 octobre 2023 - Accueil du Conseil municipal de Hoffen



30 septembre 2023 - 9^{ème} édition du « Rendez-vous européen » à La Wantzenau



29 septembre 2023 - Accueil au Parlement Européen de Strasbourg du Réseau Initiative France pour leur université régionale du Grand Est



24 septembre 2023 - Inauguration de l'exposition arboricole de Herrlisheim



21 septembre 2023 - Dîner-débat sur l'actualité européenne à Sarreguemines, à l'invitation de Vincent Seitlinger, Député de Moselle



20 septembre 2023 - Rencontre à Dalhunden avec Luc Pace qui traverse la France pour sensibiliser aux maladies neurodégénératives et plus spécifiquement à la sclérose en plaques



16 septembre 2023 - 2^{ème} édition de l'Oktoberfest à La Wantzenau



16 septembre 2023 - Inauguration de la nouvelle aire intergénérationnelle de Ohlungen



12 septembre 2023 - Accueil au Parlement européen à Strasbourg des citoyens du Doubs, en présence de Matthieu Bloch, Maire de Colombier-Fontaine



9 septembre 2023 - Inauguration de la Foire de Sedan et rencontre avec les représentants agricoles



9 septembre 2023 - Rencontre avec la fédération Les Républicains des Ardennes, avec Pierre Cordier, Député et Else Joseph, Sénatrice



5 septembre 2023 - Confédération Générale des planteurs de Betteraves de Champagne - Bourgogne à la Foire de Châlons



4 septembre 2023 - Conférence de rentrée des étudiants de l'Ecole de Management de Strasbourg au Parlement européen



2 septembre 2023 - Inauguration de la nouvelle base de la protection civile du Bas-Rhin à Hoenheim



3 septembre 2023 - Fête du Houblon à Ohlungen



23 septembre 2023 - Accueil du Conseil Municipal de Rountzenheim - Auenheim



23 septembre 2023 - Accueil du Conseil Municipal de Wintershouse

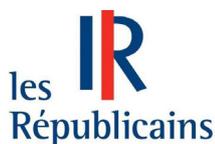


27 août 2023 - Rentrée politique des Républicains du Bas-Rhin à Dalhunden

ANNE SANDER DÉPUTÉE EUROPÉENNE QUESTEURE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Née en 1973, à Haguenau en Alsace, et Docteure en Économie diplômée de l'Université de Strasbourg, Anne Sander a été élue en mai 2019 pour un second mandat de Députée européenne. Membre titulaire de la Commission de l'Agriculture et du Développement rural et membre suppléante de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales, elle siège également au Bureau du Parlement européen, en sa qualité de Questure. Vice-présidente de la fédération Les Républicains du Bas-Rhin, elle est affiliée au Parti Populaire Européen.

Outre ses activités parlementaires, elle s'investit particulièrement sur les thématiques de la coopération transfrontalière, en créant en 2014 un groupe de travail au Parlement européen, et s'engage fortement en faveur du siège du Parlement européen à Strasbourg.



ME CONTACTER

par courrier
Parlement européen
1, avenue du Président Robert Schuman - 67070 Strasbourg

✉ anne.sander@ep.europa.eu

☎ +33 3 88 17 75 25

www.annesander.eu



Anne Sander



@AnneSanderElue



anne.sander.eu